

Luxembourg, le 23 janvier 2026

Objet : Turnover, postes vacants et facteurs d'épuisement professionnel dans l'enseignement fondamental

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

Depuis plusieurs mois, les organisations syndicales alertent sur la situation préoccupante du personnel de l'enseignement fondamental, confronté à une charge de travail importante et à un risque accru d'épuisement professionnel.

Ces préoccupations ont été renforcées par la publication des résultats de la Consultation nationale des acteurs de l'école fondamentale (CAEF) menée en 2021–2022. Ce rapport scientifique met en évidence des indicateurs préoccupants relatifs à la santé physique et mentale du personnel interrogé, ainsi qu'à l'épuisement émotionnel et au risque de burnout.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de mieux objectiver la situation actuelle du personnel enseignant et éducatif de l'enseignement fondamental, en mesurant notamment les facteurs pouvant contribuer à une augmentation du turnover, à des difficultés de recrutement, ainsi qu'à une hausse des absences pour raisons de santé.

En outre, en tenant compte des informations fournies dans les récentes réponses ministérielles concernant l'augmentation du recours aux remplacements dans l'enseignement fondamental¹, il est crucial de déterminer les raisons principales des remplacements (maladie, congés maternité et parental, mutations internes, etc.) ainsi que l'évolution des postes vacants.

Ces éléments permettraient de mieux apprécier l'évolution de l'attractivité des postes dans l'enseignement fondamental, d'identifier les causes structurelles des postes vacants, et de soutenir la mise en place de mesures ciblées en matière de prévention de l'épuisement professionnel, de fidélisation du personnel et d'organisation du travail.

¹ https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/2025/12/QP_61217_1764585843469.pdf

Dans ce cadre, je voudrais poser les questions suivantes :

1. Monsieur le Ministre peut-il fournir, pour chacune des Directions de région, et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant :
 - le nombre total d'enseignant.e.s affecté.e.s,
 - le nombre d'équivalents temps plein (ETP)
 - ainsi que la répartition des tâches en temps plein et temps partiel, en distinguant les pourcentages de charge (p. ex. 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % et 40 %) ?
2. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau précisant le nombre d'enseignant.e.s ayant quitté leur poste en raison :
 - d'une démission,
 - d'un licenciement ou d'une fin de contrat,
 - d'un départ à la retraite,
 - d'un décès,
 - ou d'un changement d'administration dans le cadre de la mobilité interne au sein de la fonction publique ?
3. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant :
 - le nombre de congés de maladie d'un à trois jours,
 - le nombre de congés de maladie de plus de trois jours (certifiés),
 - ainsi que le nombre de congés de maladie de longue durée, définis comme étant supérieurs à trois mois ?
4. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau reprenant :
 - le nombre de congés de maternité,
 - et le nombre de congés parentaux (en distinguant, si possible, les formes à temps plein et à temps partiel) ?
5. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant le nombre d'enseignant.e.s ayant bénéficié d'un congé sans traitement, en distinguant les principales catégories (motifs personnels, familiaux, sociaux, professionnels ou autres) ?

6. Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien d'enseignant.e.s ont été placé.e.s en situation de détachement au cours des dix dernières années, et préciser :

- le nombre de détachements par année,
- ainsi que les principales administrations ou structures d'accueil (autres administrations, établissements publics, organismes internationaux, etc.) ?

7. Monsieur le Ministre peut-il indiquer, pour chacune des dix dernières années, le nombre de procédures disciplinaires engagées à l'encontre d'enseignant.e.s de l'enseignement fondamental :

- par année,
- et, si possible, par type de manquement ?

8. Monsieur le Ministre peut-il indiquer, pour chacune des dix dernières années, le nombre de plaintes ou procédures relatives :

- au harcèlement moral,
- et au harcèlement sexuel.

introduites dans le cadre professionnel de l'enseignement fondamental, en distinguant, dans la mesure du possible :

- les plaintes déposées par les enseignant.e.s,
- celles introduites par la hiérarchie supérieure envers le corps enseignant,
- ainsi que le nombre de cas reconnus et/ou ayant donné lieu à une procédure formalisée ?

Veillez croire, Monsieur le Président, à l'expression de nos sentiments respectueux



David Wagner
Député



Réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, et de Monsieur le Ministre de la Fonction publique, Serge Wilmes, à la question parlementaire n° 3526 de Monsieur le Député David Wagner

1. **Monsieur le Ministre peut-il fournir, pour chacune des Directions de région, et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant :**
- le nombre total d'enseignant.e.s affecté.e.s,
 - le nombre d'équivalents temps plein (ETP)
 - ainsi que la répartition des tâches en temps plein et temps partiel, en distinguant les pourcentages de charge (p. ex. 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % et 40 %) ?

Les données figurant dans les tableaux ci-dessous sont issues des organigrammes établis au 1^{er} octobre de l'année concernée. Elles reprennent le personnel enseignant engagé à durée indéterminée intervenant dans une école communale publique se localisant sur le territoire des différentes directions de région.

Étant donné que les dispositions légales en matière de planification des besoins en personnel enseignant et éducatif pour l'enseignement fondamental prévoient une planification quinquennale, la présente analyse porte sur cinq années scolaires.

- Nombre total d'enseignants affectés par année scolaire et par direction de région :

	2024/2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022	2020/2021
DR 01	656	656	621	615	589
DR 02	414	414	406	396	377
DR 03	385	393	383	374	358
DR 04	339	343	338	334	325
DR 05	430	432	429	418	411
DR 06	376	377	372	362	358
DR 07	385	395	392	386	391
DR 08	394	390	385	379	368
DR 09	298	304	300	296	296
DR 10	361	359	349	343	335
DR 11	307	303	294	283	280
DR 12	394	400	387	390	380
DR 13	356	361	351	339	328
DR 14	498	504	486	482	478
DR 15	410	405	388	396	392

- Nombre d'équivalents temps plein (ETP) par année scolaire et par direction de région :

	2024/ 2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022	2020/2021
DR 01	605,68	604,71	569,66	555,71	530,40
DR 02	373,63	372,00	362,23	355,54	341,25
DR 03	351,79	358,59	350,52	339,72	323,95
DR 04	317,33	323,20	319,70	317,52	305,75
DR 05	399,22	398,07	394,96	383,22	380,05
DR 06	359,94	359,40	353,75	346,68	344,70
DR 07	362,66	373,01	366,95	360,26	365,10
DR 08	355,82	353,84	348,45	341,29	335,65
DR 09	267,00	273,22	269,33	265,15	267,65
DR 10	319,69	316,03	306,56	301,17	293,25
DR 11	276,36	275,07	271,43	258,57	259,35
DR 12	349,35	355,50	347,88	342,84	340,60
DR 13	323,41	323,58	315,44	307,97	298,55
DR 14	448,43	451,93	431,41	429,80	429,20
DR 15	372,26	364,71	346,20	355,66	348,45

- Répartition des tâches en temps plein et temps partiel, en distinguant les pourcentages de charge (p. ex. 90 %, 80 %, 75 %, 70 %, 60 %, 50 % et 40 %) par année et par direction de région : (voir pages suivantes)

		[0%-40%]	[40%-50%]	[50%-60%]	[60%-70%]	[70%-75%]	[75%-80%]	[80%-90%]	[90%-100%]
2024/2025	DR 01	0	49	13	1	56	21	17	499
	DR 02	0	38	4	1	57	21	7	286
	DR 03	2	38	2	2	32	13	6	290
	DR 04	1	15	4	1	38	8	4	268
	DR 05	1	34	5	2	32	11	2	343
	DR 06	0	15	0	0	32	2	1	326
	DR 07	1	20	1	3	30	11	5	314
	DR 08	3	37	8	0	53	3	3	287
	DR 09	0	34	3	5	36	5	10	205
	DR 10	0	44	9	1	53	8	4	242
	DR 11	2	33	6	2	34	2	7	221
	DR 12	0	46	5	0	69	8	5	261
	DR 13	1	28	6	4	50	6	3	258
	DR 14	1	51	6	4	63	13	11	349
	DR 15	2	32	16	1	44	11	3	301

		[0%-40%]	[40%-50%]	[50%-60%]	[60%-70%]	[70%-75%]	[75%-80%]	[80%-90%]	[90%-100%]
2023/2024	DR 01	0	52	13	1	58	18	14	500
	DR 02	1	44	2	1	55	18	7	286
	DR 03	0	40	6	4	34	7	5	297
	DR 04	2	12	2	1	38	7	3	278
	DR 05	1	38	5	2	40	7	1	338
	DR 06	0	18	1	0	32	0	1	325
	DR 07	1	19	2	2	31	11	2	327
	DR 08	1	39	6	1	47	7	1	288
	DR 09	0	33	5	3	37	7	4	215
	DR 10	0	48	11	1	51	6	2	240
	DR 11	0	32	7	2	29	2	6	225
	DR 12	0	53	3	1	56	9	5	273
	DR 13	3	31	7	5	55	7	1	252
	DR 14	1	62	6	4	54	9	11	357
	DR 15	1	46	12	3	37	6	3	297

		[0%-40%]	[40%-50%]	[50%-60%]	[60%-70%]	[70%-75%]	[75%-80%]	[80%-90%]	[90%-100%]
2022/2023	DR 01	1	63	6	2	51	11	11	476
	DR 02	0	50	2	3	55	14	4	278
	DR 03	0	44	1	4	30	5	3	296
	DR 04	0	17	3	0	30	4	3	281
	DR 05	1	41	4	2	40	3	1	337
	DR 06	0	22	0	0	29	0	0	321
	DR 07	0	32	1	1	29	5	1	323
	DR 08	2	47	2	0	40	4	1	289
	DR 09	0	40	3	1	31	5	4	216
	DR 10	1	53	10	1	39	5	2	238
	DR 11	1	24	6	0	27	2	4	230
	DR 12	2	46	1	1	49	7	4	277
	DR 13	2	35	4	3	53	1	5	248
	DR 14	1	75	4	2	52	2	6	344
	DR 15	2	52	10	2	36	3	1	282

		[0%-40%]	[40%-50%]	[50%-60%]	[60%-70%]	[70%-75%]	[75%-80%]	[80%-90%]	[90%-100%]
2021/2022	DR 01	0	80	7	2	56	5	7	458
	DR 02	0	48	2	4	44	13	5	280
	DR 03	1	50	3	3	19	6	3	289
	DR 04	0	15	2	2	25	4	4	282
	DR 05	1	43	6	3	34	4	0	327
	DR 06	0	19	1	0	21	0	1	320
	DR 07	1	32	1	1	30	3	0	318
	DR 08	1	47	2	2	40	9	2	276
	DR 09	1	40	0	2	29	9	2	213
	DR 10	1	50	10	3	41	2	3	233
	DR 11	0	32	5	2	20	1	5	218
	DR 12	1	65	2	2	41	9	4	266
	DR 13	1	29	4	4	48	2	1	250
	DR 14	2	69	6	2	45	5	6	347
	DR 15	3	48	12	1	33	4	1	294

		[0%-40%]	[40%-50%]	[50%-60%]	[60%-70%]	[70%-75%]	[75%-80%]	[80%-90%]	[90%-100%]
2020/2021	DR 01	0	85	7	1	48	1	8	439
	DR 02	0	43	3	1	43	10	0	277
	DR 03	2	47	5	1	24	4	1	274
	DR 04	1	23	1	0	21	6	3	270
	DR 05	1	42	4	2	27	2	0	333
	DR 06	0	21	0	0	10	1	1	325
	DR 07	1	38	0	0	22	4	0	326
	DR 08	0	47	2	0	29	3	2	285
	DR 09	1	38	0	1	30	3	2	221
	DR 10	0	62	5	0	33	2	1	232
	DR 11	0	27	1	1	21	5	2	223
	DR 12	1	58	2	1	32	3	1	282
	DR 13	2	29	4	0	47	2	0	244
	DR 14	3	70	2	0	42	1	2	358
	DR 15	3	61	2	1	36	5	0	284

2. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau précisant le nombre d'enseignant.e.s ayant quitté leur poste en raison :

- d'une démission,
- d'un licenciement ou d'une fin de contrat,
- d'un départ à la retraite,
- d'un décès,
- ou d'un changement d'administration dans le cadre de la mobilité interne au sein de la fonction publique ?

Les affectations aux différentes directions de région découlent des systèmes informatiques du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) qui reprennent exclusivement le personnel enseignant engagé à durée indéterminée.

- démission :

	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
DR 01	1	5	2	2	5
DR 02	1	1	0	1	2
DR 03	0	0	1	1	1
DR 04	2	1	1	0	1
DR 05	0	0	2	2	4
DR 06	0	0	2	0	2
DR 07	0	3	1	0	1
DR 08	0	0	3	1	1
DR 09	0	0	3	1	2
DR 10	0	1	2	1	4
DR 11	0	2	0	1	0
DR 12	0	1	0	2	3
DR 13	0	0	1	5	1
DR 14	0	0	4	2	3
DR 15	0	2	1	0	3

- licenciement ou fin de contrat :

	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
DR 01	3	4	0	2	0
DR 02	0	1	0	0	0
DR 03	0	1	0	1	1
DR 04	0	1	0	0	1
DR 05	0	0	0	0	0
DR 06	0	2	3	0	1
DR 07	0	0	0	0	0
DR 08	0	0	0	0	0
DR 09	1	0	1	1	4
DR 10	0	0	0	1	0
DR 11	1	0	0	1	0
DR 12	0	0	0	0	0
DR 13	0	0	0	0	0
DR 14	0	0	2	0	0
DR 15	1	0	2	1	0

- départ à la retraite :

	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
DR 01	6	14	17	9	12
DR 02	6	2	3	3	7
DR 03	10	6	4	5	5
DR 04	3	7	5	4	3
DR 05	6	9	11	5	8
DR 06	5	3	6	3	6
DR 07	4	4	4	3	4
DR 08	10	7	3	4	4
DR 09	6	4	8	6	6
DR 10	4	5	4	3	4
DR 11	3	3	3	3	6
DR 12	2	10	4	9	6
DR 13	6	5	2	3	10
DR 14	10	11	9	10	12
DR 15	1	5	3	4	6

- décès :

	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
DR 01	0	0	0	1	0
DR 02	0	0	0	0	0
DR 03	0	1	0	0	0
DR 04	0	0	0	0	0
DR 05	0	1	0	1	0
DR 06	0	0	0	0	0
DR 07	0	2	0	1	0
DR 08	1	0	0	0	1
DR 09	1	0	0	0	0
DR 10	0	0	0	1	0
DR 11	0	0	0	0	0
DR 12	0	1	0	0	0
DR 13	0	0	0	1	0
DR 14	0	0	0	0	0
DR 15	0	0	0	0	2

- changement d'administration dans le cadre de la mobilité interne au sein de la fonction publique :

La loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration ne s'applique pas aux fonctionnaires de la rubrique « enseignement » de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Les changements d'administrations en question ont été effectués sur base d'autres motifs (d'office, pour raisons de santé, nomination au cadre du personnel de l'enseignement secondaire, etc.)

	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
--	------------	------------	------------	------------	------------

DR 01	3	5	3	5	4
DR 02	4	2	1	1	2
DR 03	2	2	2	2	0
DR 04	2	2	0	6	3
DR 05	5	3	3	1	1
DR 06	3	1	1	6	2
DR 07	5	2	2	0	2
DR 08	3	3	1	1	2
DR 09	0	2	1	1	3
DR 10	1	3	0	1	2
DR 11	3	0	2	0	1
DR 12	1	1	2	2	2
DR 13	1	1	0	1	1
DR 14	2	2	4	3	4
DR 15	2	5	1	0	1

3. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant :

- le nombre de congés de maladie d'un à trois jours,
- le nombre de congés de maladie de plus de trois jours (certifiés),
- ainsi que le nombre de congés de maladie de longue durée, définis comme étant supérieurs à trois mois ?

Nombre de congés de maladie d'un à trois jours, de plus de trois jours (certifiés) et supérieurs à trois mois par année et par direction de région :

		]0 jours-3 jours]	]3 jours-3 mois]	]3 mois-12 mois]
2024/2025	DR 01	2 168	271	12
	DR 02	854	148	6
	DR 03	1 085	170	3
	DR 04	1 167	154	1
	DR 05	933	127	5
	DR 06	1 181	157	4
	DR 07	1 019	153	6
	DR 08	891	125	5
	DR 09	641	89	6
	DR 10	707	112	1
	DR 11	463	104	4
	DR 12	773	94	6
	DR 13	679	112	8
	DR 14	757	179	9
	DR 15	647	155	2

		]0 jours-3 jours]	]3 jours-3 mois]	]3 mois-12 mois]
2023/2024	DR 01	2 137	249	15
	DR 02	869	149	5
	DR 03	1 118	131	5
	DR 04	1 258	149	2
	DR 05	992	108	7
	DR 06	1 212	140	5
	DR 07	946	146	2
	DR 08	930	111	4
	DR 09	611	87	2
	DR 10	629	103	4
	DR 11	514	107	1
	DR 12	843	117	2
	DR 13	627	120	5
	DR 14	802	154	6
	DR 15	764	143	6

		]0 jours-3 jours]	]3 jours-3 mois]	]3 mois-12 mois]
2022/2023	DR 01	1 750	251	13
	DR 02	812	137	3
	DR 03	1 028	170	7
	DR 04	1 201	154	4
	DR 05	978	153	3
	DR 06	1 143	143	8
	DR 07	919	194	2
	DR 08	828	120	7
	DR 09	631	134	1
	DR 10	663	145	7
	DR 11	501	126	2
	DR 12	706	129	3
	DR 13	599	142	5
	DR 14	735	171	5
	DR 15	671	181	8

		]0 jours-3 jours]	]3 jours-3 mois]	]3 mois-12 mois]
2021/2022	DR 01	1 492	457	9
	DR 02	713	275	3
	DR 03	938	298	7
	DR 04	993	280	4
	DR 05	929	286	6
	DR 06	1 041	287	3
	DR 07	839	315	5
	DR 08	731	277	3
	DR 09	568	184	2
	DR 10	521	249	4
	DR 11	421	192	2
	DR 12	639	220	8
	DR 13	547	268	2
	DR 14	618	328	6
	DR 15	521	331	7

		]0 jours-3 jours]	]3 jours-3 mois]	]3 mois-12 mois]
2020/2021	DR 01	1 182	253	14
	DR 02	471	137	4
	DR 03	718	170	4
	DR 04	751	148	3
	DR 05	699	171	18
	DR 06	874	214	6
	DR 07	735	173	12
	DR 08	581	133	4
	DR 09	427	81	3
	DR 10	414	122	3
	DR 11	323	86	3
	DR 12	532	148	4
	DR 13	348	111	6
	DR 14	513	206	14
	DR 15	447	158	8

4. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau reprenant :

- le nombre de congés de maternité,
- et le nombre de congés parentaux (en distinguant, si possible, les formes à temps plein et à temps partiel) ?

Nombre de congés maternité et congé parentaux par forme, par année et par Direction de région :

		Congé parental à temps partiel	Congé parental à temps plein	Congé maternité
2024/2025	DR 01	5	27	28
	DR 02	1	9	16
	DR 03	6	13	13
	DR 04	2	10	13
	DR 05	4	20	27
	DR 06	1	15	17
	DR 07	10	11	15
	DR 08	0	13	14
	DR 09	2	9	5
	DR 10	3	12	13
	DR 11	3	18	18
	DR 12	2	21	20
	DR 13	4	23	15
	DR 14	2	23	26
	DR 15	7	16	25

		Congé parental à temps partiel	Congé parental à temps plein	Congé maternité
2023/2024	DR 01	4	11	18
	DR 02	1	9	9
	DR 03	5	8	14
	DR 04	1	13	15
	DR 05	6	9	19
	DR 06	3	9	10
	DR 07	8	12	19
	DR 08	3	10	10
	DR 09	1	8	8
	DR 10	3	12	13
	DR 11	3	9	14
	DR 12	0	24	22
	DR 13	5	13	15
	DR 14	5	23	25
	DR 15	4	14	21

		Congé parental à temps partiel	Congé parental à temps plein	Congé maternité
2022/2023	DR 01	5	24	16
	DR 02	0	13	13
	DR 03	4	13	15
	DR 04	2	11	11
	DR 05	5	20	25
	DR 06	4	19	12
	DR 07	5	14	14
	DR 08	4	15	11
	DR 09	2	16	11
	DR 10	2	7	9
	DR 11	3	14	20
	DR 12	2	22	24
	DR 13	4	11	16
	DR 14	7	19	22
	DR 15	8	21	19

		Congé parental à temps partiel	Congé parental à temps plein	Congé maternité
2021/2022	DR 01	5	19	26
	DR 02	2	13	9
	DR 03	2	15	20
	DR 04	0	7	13
	DR 05	6	17	18
	DR 06	2	24	25
	DR 07	4	16	20
	DR 08	3	6	21
	DR 09	0	18	11
	DR 10	2	17	11
	DR 11	2	14	13
	DR 12	3	28	28
	DR 13	5	12	13
	DR 14	2	21	26
	DR 15	10	18	25

		Congé parental à temps partiel	Congé parental à temps plein	Congé maternité
2020/2021	DR 01	6	19	16
	DR 02	5	13	17
	DR 03	3	15	19
	DR 04	1	11	11
	DR 05	4	16	19
	DR 06	1	13	13
	DR 07	5	12	15
	DR 08	2	9	9
	DR 09	0	2	3
	DR 10	2	13	12
	DR 11	4	9	16
	DR 12	1	25	25
	DR 13	2	15	14
	DR 14	7	18	22
	DR 15	8	8	15

5. Monsieur le Ministre peut-il fournir, par Direction de région et pour chacune des dix dernières années, un tableau indiquant le nombre d'enseignant.e.s ayant bénéficié d'un congé sans traitement, en distinguant les principales catégories (motifs personnels, familiaux, sociaux, professionnels ou autres) ?

Concernant les motifs des congés sans traitement des enseignants en question, les congés sans traitement sont accordés conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État :

- consécutivement au congé de maternité, au congé d'accueil et au congé parental (paragraphe 1^{er}) ;
- pour élever un ou plusieurs enfants à charge de moins de seize ans (paragraphe 2 a) ;
- pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles (paragraphe 2 b).

Par conséquent, aucune autre sous-catégorisation ne saurait être opérée.

Les données figurant dans les tableaux ci-dessous concernant les congés sans traitement des enseignants sont regroupées par année civile. Les affectations aux différentes directions de région découlent des systèmes informatiques du MENJE.

DR 01	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	1	1	1	2	2
§ 2a)	7	8	7	9	9
§ 2b)	20	21	20	19	16

DR 02	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	0	1	1	4	2
§ 2a)	2	2	4	4	5
§ 2b)	10	11	13	12	4

DR 03	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	2	3	4	5	3
§ 2a)	0	1	2	1	1
§ 2b)	12	9	9	9	5

DR 04	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	2	2	2	3	2
§ 2a)	1	1	1	1	1
§ 2b)	11	9	8	7	7

DR 05	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	2	2	3	2	3
§ 2a)	1	1	3	4	4
§ 2b)	8	10	12	9	7

DR 06	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	2	0	1	5	2
§ 2a)	3	3	3	1	2
§ 2b)	10	8	7	7	9

DR 07	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	1	2	0	0	0
§ 2a)	1	1	5	6	6
§ 2b)	12	13	9	9	6

DR 08	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	1	1	0	0	1
§ 2a)	1	1	1	3	3
§ 2b)	8	10	10	5	4

DR 09	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	1	0	0	0	1
§ 2a)	0	1	3	5	4
§ 2b)	8	7	5	6	4

DR 10	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	6	6	3	2	3
§ 2a)	0	1	1	3	2
§ 2b)	8	8	8	7	6

DR 11	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	1	0	0	1	2
§ 2a)	3	3	5	6	5
§ 2b)	3	5	5	3	1

DR 12	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	3	3	4	5	4
§ 2a)	0	0	1	1	2
§ 2b)	5	7	12	13	10

DR 13	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	0	2	3	2	1
§ 2a)	5	4	4	2	4
§ 2b)	10	8	7	4	3

DR 14	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	2	2	0	2	2
§ 2a)	0	1	2	3	3
§ 2b)	5	8	8	6	6

DR 15	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
§ 1 ^{er}	0	0	0	0	0
§ 2a)	3	3	6	5	2
§ 2b)	8	8	6	3	2

6. Monsieur le Ministre peut-il indiquer combien d'enseignant.e.s ont été placé.e.s en situation de détachement au cours des dix dernières années, et préciser :

- le nombre de détachements par année,
- ainsi que les principales administrations ou structures d'accueil (autres administrations, établissements publics, organismes internationaux, etc.) ?
- détachements par année :

	Année 2025	Année 2024	Année 2023	Année 2022	Année 2021
DR 01	2	2	6	1	0
DR 02	2	1	0	0	0
DR 03	0	0	0	0	0
DR 04	0	2	2	0	1
DR 05	1	1	2	0	0
DR 06	0	1	0	0	0
DR 07	0	0	1	0	1
DR 08	1	0	0	0	0
DR 09	0	1	0	1	0
DR 10	0	0	1	1	0
DR 11	1	1	1	1	0
DR 12	1	0	1	0	0
DR 13	0	0	1	1	1
DR 14	1	0	1	0	0
DR 15	0	5	1	1	0

- principales administrations ou structures d'accueil (autres administrations, établissements publics, organismes internationaux, etc.) :

Conformément à l'article 7, paragraphe 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, l'autorité investie du pouvoir de nomination peut détacher le fonctionnaire dans une autre administration, dans un établissement public ou auprès d'un organisme international. Les principales entités dont un agent de l'État a été mis en détachement au cours des années 2021 – 2025 sont les suivantes :

- Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ;
- Écoles européennes ;
- Service de la formation des adultes ;
- Université du Luxembourg.

Les données figurant dans les tableaux ci-dessus concernant les détachements des enseignants sont regroupées par année civile au cours duquel le détachement a pris effet. Les affectations aux différentes directions de région découlent des systèmes informatiques du MENJE.

7. Monsieur le Ministre peut-il indiquer, pour chacune des dix dernières années, le nombre de procédures disciplinaires engagées à l'encontre d'enseignant.e.s de l'enseignement fondamental :

- par année ,
- et, si possible, par type de manquement ?

Les données reprennent les affaires ayant fait l'objet d'une ouverture d'une procédure disciplinaire auprès du CGID :

2021 : 12
 2022 : 4
 2023 : 3
 2024 : 8
 2025 : 3

Chaque affaire étant unique et l'analyse des faits se faisant au cas par cas, il n'y a pas de "type de manquement" générique selon lequel on pourrait ventiler.

8. Monsieur le Ministre peut-il indiquer, pour chacune des dix dernières années, le nombre de plaintes ou procédures relatives :

- au harcèlement moral,
- et au harcèlement sexuel.

introduites dans le cadre professionnel de l'enseignement fondamental, en distinguant, dans la mesure du possible :

- les plaintes déposées par les enseignant.e.s,
- celles introduites par la hiérarchie supérieure envers le corps enseignant,
- ainsi que le nombre de cas reconnus et/ou ayant donné lieu à une procédure formalisée ?

Les plaintes directement déposées auprès de la Police sont couvertes par le secret d'instruction et ne sont pas communiquées au MENJE.

En ce qui concerne les faits couverts par l'article 10 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, il est à noter qu'il donne la possibilité, à chaque agent, de réclamer individuellement contre tout acte de ses supérieurs ou d'autres agents publics qui lèsent ses

droits statutaires ou qui le blessent dans sa dignité, y inclus des faits susceptibles de constituer un acte d'harcèlement moral ou sexuel.

Le MENJE veille strictement au devoir de chaque agent d'honorer les principes de respect, de loyauté et de dignité, et s'est doté des moyens nécessaires en vue d'analyser de telles doléances. Ainsi, force est de constater que depuis lors, les cas rapportés au MENJE relèvent surtout du domaine de différends interpersonnels et de problèmes de communication.

Dans ce contexte, il y a eu dans le passé quatre cas de procédures entamées et basées sur des doléances, caractérisés selon l'agent, d'harcèlement moral de la part de son supérieur, sans qu'une analyse approfondie de l'affaire par les services juridiques du ministère n'ait permis de déceler des éléments constitutifs d'un harcèlement.

Luxembourg, le 16 avril 2026

Le Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

(s.) Claude MEISCH